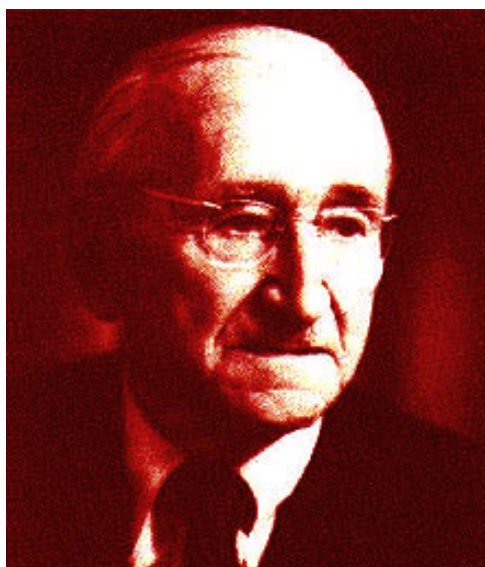


« DÉMOCRATIE DE MARCHÉ »

Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme



L'économiste autrichien Friedrich von Hayek s'est appliqué à discréditer toute forme de régulation de l'économie au motif que celle-ci est trop complexe pour que l'on prétende l'organiser. Sa théorie de « l'État minimal » est devenue la religion du Parti républicain états-unien en opposition aussi bien au « New Deal » des démocrates qu'au marxisme des soviétiques. Son école, financée par les fondations des grandes multinationales, s'est structurée autour de la Société du Mont-Pèlerin, et a obtenu sept fois le prix Nobel d'économie. Elle a inspiré les gouvernements de Pinochet, Reagan et Thatcher.

page 2

Haïti : on prend les mêmes et on recommence

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Même si quelques propagandistes persistent à défendre la thèse de la démission volontaire du président Jean-Bertrand Aristide, la plupart des observateurs n'ont aucun doute sur la réalité du coup d'État. Pour appuyer cette analyse, le professeur Jeffrey D. Sachs rappelle qu'en 1991, déjà, les États-Unis renversèrent Aristide. À l'époque, Bush père était aux commandes, avec Dick Cheney, Colin Powell et Roger Noriega. Les mêmes sont de retour derrière Bush fils.

page 10

REPÈRE : 5 MARS 1688

Les faibles débuts du mouvement anti-esclavagiste

Aux États Unis, à Germantown en Pennsylvanie, une convention d'Églises Quaker lance un appel condamnant l'esclavage et exigeant de ses membres la libération de tous leurs esclaves. Pour la première fois des organisations de Blancs réclament formellement l'abolition de la traite ; auparavant seules quelques voix isolées s'étaient élevées contre ce crime. Le mouvement abolitionniste se développe lentement malgré l'opposition violente des planteurs. La Révolution américaine de 1776 n'abolira pas l'esclavage, tandis que la Révolution française le fera en 1794... mais il sera rétabli par Napoléon Bonaparte en 1802. En 1807, les Anglais, sous la pression du député Wilberforce, interdisent la traite depuis l'Afrique. En 1820, le compromis du Missouri aux États Unis, autorise l'esclavage dans les États au sud de la ligne Mason-Dixon. Selon l'ONG Anti-Slavery International, il y aurait de nos jours plus d'esclaves dans le monde que du temps de la traite, y compris en Europe. ■



AFGHANISTAN 2004 : UN NARCO-ÉTAT PROTÉGÉ PAR L'OTAN

En 2000, l'Afghanistan en proie au chaos et presque totalement contrôlé par les Talibans ne produisait pratiquement plus d'opium. Les rapports du Département d'État états-unien et de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants s'accordent pour constater que l'Afghanistan d'Hamid Kharzai, sous le contrôle d'une force de l'OTAN, produit les trois quarts de l'opium disponible dans le monde. C'est désormais un véritable narco-État tirant plus de 50 % de son PIB du commerce des drogues. Les Talibans, en admettant qu'ils aient pu contrôler plus efficacement la production d'opium, étaient-ils aussi en mesure de mieux contrôler les frontières du pays que ne le fait aujourd'hui l'Alliance atlantique ? ■

« Démocratie de marché »

Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme

L'économiste autrichien Friedrich von Hayek s'est appliqué à discréditer toute forme de régulation de l'économie au motif que celle-ci est trop complexe pour que l'on prétende l'organiser. Sa théorie de « l'État minimal » est devenue la religion du Parti républicain états-unien en opposition aussi bien au « New Deal » des démocrates qu'au marxisme des soviétiques. Son école, financée par les fondations des grandes multinationales, s'est structurée autour de la Société du Mont-Pèlerin, et a obtenu sept fois le prix Nobel d'économie. Elle a inspiré les gouvernements de Pinochet, Reagan et Thatcher.



La pensée économique et politique de Friedrich A. von Hayek s'est imposée comme fondement idéologique de l'ordre libéral. Elle est à la fois le produit d'une histoire particulière et d'un réseau relationnel qui s'est développé à l'ombre des grandes fondations états-uniennes.

Hayek est né à Vienne, en 1899. Sa jeunesse autrichienne est marquée par un climat politique difficile, des grèves massives paralysent le pays. Il assiste à la désorganisation du régime doublement menacé par le populisme, souvent antisémite, et par le socialisme révolutionnaire radicalisé par l'introduction des thèses marxistes. Dans ce contexte, il se passionne pour les thèses de la Société fabienne, un courant réformiste et socialiste anglais, créé par Béatrice et Sidney Webb, et préconisant une révolution spirituelle. Parallèlement, il est initié à la

philosophie de Ludwig Wittgenstein, principal « animateur » du Cercle de Vienne.

Hayek participe aux séminaires de l'économiste Ludwig Von Mises qui réunit autour de lui des disciples qui contribueront à diffuser la bonne parole libérale en France (Jacques Rueff, conseiller du général de Gaulle), en Italie (Luigi Einaudi), en Allemagne (Wilhelm Röpke, Ludwig Erhard), et dans une moindre mesure aux États-Unis (Murray, Rothbard).



Ludwig von Mises

À l'époque, Mises défend des idées à contre-courant des thèses dominantes de l'intelligentsia autrichienne, Hayek le qualifie de « *libéral intransigent isolé* ». Il est l'initiateur de la critique du planisme qui, selon lui, ne peut constituer une solution économique adéquate en raison de la complexité des calculs économiques et du manque d'information. Dans son ouvrage majeur, *Socialism*, il prédit l'échec des

expériences socialistes : la planification ne peut conduire qu'au chaos ou à la stagnation. Professeur à Vienne (1913-1938), puis à New York (1945-1969), Mises est le fondateur du courant néo-autrichien qui se développe durant les années soixante-dix. Proche des réseaux états-uniens en Europe de l'ouest (la Fondation Rockefeller et le National bureau of economic research ont financé deux de ses livres publiés en 1944, *Omnipotent Government : the Rise of the Total State and Total War et Bureaucracy*). Cherchant à diffuser ses théories, appuyé par des industriels et des fondations, Mises a construit une organisation officieuse, une ébauche de la Société du Mont-Pèlerin, représentée par ses élèves dans plusieurs pays d'Europe de l'ouest.

La théorie politique néo-libérale

Hayek, dans la continuité de la tradition libérale initiée par Adam Smith, défend une conception minimale de l'État. Son apport particulier correspond à la critique radicale de l'idée de « *justice sociale* », notion dissimulant, selon lui, la protection des intérêts corporatifs de la classe moyenne. Il préconise la suppression des interventions sociales et économiques publiques. L'État minimal est un moyen d'échapper au pouvoir de la classe moyenne qui contrôle le processus démocratique afin d'obtenir la redistribution des richesses par la fiscalité.

Son programme est exposé dans *Constitution de la liberté* (1960) : déréglementer, privatiser, diminuer les programmes contre le chômage, supprimer les subventions au logement et les contrôles des loyers, réduire les dépenses de la sécurité sociale, et enfin limiter le pouvoir syndical. L'État n'a pas le droit d'assurer la redistribution, surtout en fonction d'un quelconque critère de « *justice sociale* ». Son rôle est réduit à la fourniture d'un cadre juridique garantissant les règles élémentaires de l'échange. En 1976, il va jusqu'à proposer la dénationalisation la monnaie, c'est-à-dire la privatisation des banques centrales nationales pour soumettre la création

monétaire aux mécanismes du marché. D'autres prises de positions semblent nuancer la radicalité de son libéralisme, il préconise par exemple la création d'un revenu minimum, mais cette proposition doit être pensée comme une réhabilitation de la loi anglaise des indigents et non comme la marque d'un « *socialisme hayékien* » [1] .

La théorie développée par Hayek est fondée sur une croyance partagée par tous les libéraux, des classiques jusqu'aux partisans des thèses autrichiennes. La métaphore de la « *main invisible* », qui assure dans la pensée d'Adam Smith l'adéquation de l'offre et de la demande sur les différents marchés, illustre parfaitement ce présupposé commun qu'ils cherchent tous à démontrer à partir de différents postulats : équilibre général de Walras, redéveloppé par Pareto ; ordre spontané du marché ou catallaxie pour l'école autrichienne. Celle-ci est le résultat d'actions non concertées et non le fruit d'un projet conscient. L'ordre du marché n'est pas voulu, pas planifié, il est spontané. Cette conception de l'économie sert de justification à la critique de l'interventionnisme qui génère des déséquilibres, des perturbations dans la catallaxie. Hayek considère que les keynésiens font de l'État un « *dictateur économique* ».

La philosophie politique de Hayek est finalement très proche des thèses développée par Locke. L'État défend le droit naturel de propriété et est limité par les clauses individualistes d'un hypothétique contrat-fondateur. Le droit devient alors l'instrument de protection de l'ordre spontané du marché. Ce qui importe donc principalement, c'est la défense du libéralisme économique. Le libéralisme politique est absorbé. Les idées démocratiques sont reléguées à un rang secondaire. Cela a poussé Hayek à des déclarations aux allures de provocation. D'après lui, la démocratie ne constitue pas un système politique infaillible : elle « *est essentiellement un moyen, un procédé utilitaire pour sauvegarder la paix intérieure et la liberté individuelle* » [2] . Mieux vaut un régime non-démocratique garantissant l'ordre spontané du marché qu'une démocratie planificatrice. Ce raisonnement justifiera la présence des « *Chicago boys* » au Chili. La pensée de Hayek est un mélange de conservatisme (critique de la démocratie inspirée de la dénonciation de la Révolution française d'Edmund Burke) et de libéralisme (Adam Smith). Il met en garde contre la démocratie illimitée qui conduit irrémédiablement au règne de la démocratie totalitaire [3]. En fait Hayek est obsédé par les classes moyennes qui contrôlent les régimes démocratiques : « *Il y a une grande part de vérité dans la formule d'après laquelle le fascisme et le national-socialisme seraient une sorte de socialisme de la classe moyenne* » [4] . De plus, il craint les pauvres dont les réactions sont imprévisibles. Il réclame un revenu minimum « *ne serait-ce que dans l'intérêt de ceux qui entendent être protégés contre les réactions de désespoir des nécessiteux* » [5] . Bien que refusant d'adhérer à l'idée de justice sociale, Hayek développe une conception particulière de la justice, libérale mais aussi conservatrice, même s'il s'en défend dans un article intitulé *Pourquoi je ne suis pas conservateur ?*.

Les idées radicales de Hayek, ses attaques contre l'interventionnisme économique ne peuvent être comprises sans un retour au contexte historique de l'après-guerre : l'élaboration d'un nouvel avatar du libéralisme correspond à une critique totale du keynésianisme triomphant. Hayek, inspiré par la pensée économique de Mises, rejette aussi bien le collectivisme préconisé par le

marxisme d'État que l'intervention économique dans les sociétés capitalistes. Reprenant les idées de Mises, il critique la possibilité de planifier l'économie dont la complexité s'oppose à tout calcul rationnel. Ces prises de position contre la « *troisième voie démocratique et sociale* » symbolisée par le New deal rooseveltien et le travaillisme anglais expliquent la marginalisation des ultra-libéraux au début des années 50, notamment au sein de la plus puissante des organisations d'intellectuels anti-communistes, le **Congrès pour la liberté de la culture**.

Hayek en marge de la « Guerre froide culturelle »

Hayek est nommé professeur à la London school of economics en 1931, puis à Chicago en 1950. En 1962, il devient professeur d'économie politique en Allemagne fédérale... Ce parcours universitaire ne doit rien au hasard : la London school of economics, financée par la fondation Rockefeller, et l'université de Chicago sont des bastions de l'économie libérale. Il constitue ainsi un réseau politique et intellectuel international. Il a su rassembler des libéraux, des conservateurs britanniques et américains, mais ses théories ont aussi été diffusées dans toute l'Europe de l'ouest. Proche de Raymond Aron [6] qui popularise ses thèses en France, il se veut un « *libéral intransigeant* » engagé à la fois contre le soviétisme et le fascisme.

La rhétorique de l'anti-totalitarisme constitue une fois de plus l'instrument idéologique privilégié des intellectuels engagés dans le Congrès pour la liberté de la culture, organisation pilotée par la CIA de 1950 à 1967. Cependant, à partir de 1955, les ultra-libéraux menés par Hayek sont marginalisés face aux « *travaillistes* », représentants d'une « *troisième voie* » social-démocrate, qui contribuent à redéfinir les orientations idéologiques du Congrès pour la liberté de la culture. Un nouveau programme émerge de la conférence internationale de Milan [7] .

À Paris, Josselson, avec le soutien de la fondation Rockefeller, recrute et finance les participants. La liste des intervenants est approuvée par un comité composé de Raymond Aron, Michel Collinet, Melvin Lasky, Sidney Hook, Denis de Rougemont... Cinq orateurs sont cooptés [8]. Ils sont chargés de donner les lignes directrices de l'idéologie anti-communiste du Congrès pour la liberté de la culture lors de la séance inaugurale. La conférence de Milan va rendre évidente la fracture entre les deux tendances. Les architectes de l'organisation, pour la plupart des intellectuels new-yorkais issus des rangs trotskistes, tentent de rallier des libéraux, mais surtout des hommes de la gauche non-communiste (comme Léon Blum en France). En 1955, le Congrès s'engage ouvertement dans la voie social-démocrate ; le succès du discours inaugural de Hugh Gaitskell, leader travailliste anglais, témoigne de cette orientation. Pour lui, le *Welfare state* est compatible avec la démocratie politique, thèse en parfaite contradiction avec les théories autrichiennes de Mises. Le quatrième orateur, Hayek, prend la parole au nom des ultra-libéraux et rappelle que la propriété est l'unique droit qui vaille la peine d'être défendu, faisant ainsi référence aux droits sociaux évoqués par Hugh Gaitskell [9]. La conférence de Milan se conclut par la victoire idéologique des « *travaillistes* » et par la marginalisation des ultra-libéraux qui se replient sur les think tanks, organisations chargées de convertir les élites économiques à la philosophie néo-libérale.

Du colloque Walter Lippman à la Société du Mont-Pèlerin : la naissance d'un think tank international



Walter Lippman

Le colloque Walter Lippman [10] (1936) auquel participent Mises et Hayek est l'occasion de rassembler des universitaires libéraux hostiles au fascisme, au communisme et à toutes les formes d'interventionnisme économique de l'État. Le livre de Walter Lippman [11], *The Good Society*, constitue le manifeste temporaire, en attendant *La route de la servitude*, de ce groupe d'intellectuels relativement marginalisés à l'époque du keynésianisme triomphant. Selon Walter

Lippman, le collectivisme est la racine commune des totalitarismes fasciste et communiste. Les gouvernements des démocraties occidentales, en s'engageant dans des politiques économiques de relance, cèdent à la tentation du planisme car il n'existe pas -cette idée constitue la clé de voûte de la philosophie autrichienne initiée par Mises- de « *voie moyenne* » entre le libéralisme et le collectivisme. Ainsi Louis Rougier, professeur de philosophie à l'université de Besançon et principal organisateur de la réunion déclare : « *Le drame moral de notre époque, c'est l'aveuglement des hommes de gauche qui rêvent d'une démocratie politique et d'un planisme économique sans comprendre que le planisme implique l'État totalitaire. Le drame moral de notre époque, c'est l'aveuglement des hommes de droite qui soupirent d'admiration devant les régimes totalitaires, tout en revendiquant les avantages d'une économie capitaliste, sans se rendre compte que l'État totalitaire dévore la fortune privée, met au pas et bureaucratise toutes les formes d'activité économique du pays* ». Hommes de droite et hommes de gauche sont ainsi renvoyés dos-à-dos suivant un argument unique : le planisme est totalitaire. La pensée de Hayek repose sur le même principe vulgarisé dans le célèbre *Route de la servitude*. Le raisonnement justifie la construction d'une avant-garde libérale capable de lutter intellectuellement (dans un premier temps) contre l'hégémonie des pratiques inspirées de la pensée de Keynes.

Le colloque Walter Lippman aboutit à un projet international de promotion du libéralisme. Lippman, Hayek et Röpke sont chargés de créer des organisations aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Suisse.

En 1947, dans la logique du plan Lippman, Hayek participe activement à la fondation de la **Société du Mont-Pèlerin** qui « *constitue en quelque sorte la maison-mère des think tanks néo-libéraux* » [12]. Un homme d'affaire suisse, Albert Hunold, permet de concrétiser les propositions de Hayek qui désire mettre en place un « *forum libéral international* » et de Wilhem Röpke qui cherche à lancer une revue internationale. Hunold réunit des industriels et des banquiers suisses afin de financer le think tank international [13]. Il rassemble des intellectuels issus de courants variés mais qui partagent la même croyance dans l'équilibre spontané du marché : des monétaristes comme Milton Friedman [14], des membres de l'école du *Public choice* (James Buchanan) ainsi que des personnalités associées au courant néo-autrichien. Les réunions

internationales sont financées, dans un premier temps, par les fondations Relm et Earhart [15]. La Société du Mont-Pèlerin reçoit ensuite le soutien de l'ultra-conservatrice fondation John Olin, Lilly endowment, la fondation Roe, le Scaife family charitable trust et la Fondation Garvey.

La société du Mont-Pèlerin prêche durant vingt-cinq ans dans le désert. Les idéologues néo-libéraux demeurent isolés dans un contexte de consensus interventionniste. Il faudra attendre la crise du keynésianisme pour que les idées de Hayek s'imposent parmi les élites politiques. La Grande-Bretagne constituera le terrain de la mise en pratique des mesures préconisées.



Pascal Salin
Ancien président de la
Société du Mont-Pèlerin.

Fondé en 1955, l'Institute of Economic Affairs (IEA) travaille à vulgariser les thèses de Hayek et du monétarisme en ciblant principalement les milieux patronaux (qui restent longtemps méfiants) et financiers. Ralph Harris, qui fut directeur de l'organisation dès 1979, fut anobli par Margaret Thatcher.

La « révolution conservatrice » britannique

À la fin des années soixante, on décèle les premiers signes de la crise de société qui va faire basculer la Grande-Bretagne vers la « révolution conservatrice » orchestrée par Margaret Thatcher. La stagflation, combinaison inédite de chômage et d'inflation, conduit à remettre en question le paradigme keynésien (notamment l'équation de Philips qui conclut sur l'arbitrage entre inflation et chômage). Avec la crise, les théories de la Société du Mont-Pèlerin et de l'IEA se développent et reçoivent un accueil de plus en plus favorable dans les cercles patronaux et politiques. Les deux organisations diffusent les idées de la primauté de la lutte contre l'inflation, du caractère utopique des politiques de plein-emploi, de la sur-puissance syndicale, des conséquences nocives des politiques économiques. En 1970, l'IEA publie la thèse quantitative de la monnaie de Milton Friedman qui constitue une condamnation radicale de la politique monétaire keynésienne. Friedman préconise la réduction des déficits de l'État afin de contrôler l'augmentation de la masse monétaire.

Dans les années soixante-dix, qui sont les années de la conversion pour de nombreux hommes politiques britanniques, on assiste à un rapprochement entre les conservateurs et les libéraux, un mariage entre les héritiers de Burke et de Smith.

Afin de soutenir cette dynamique de conversion libérale, des membres du Parti conservateur (dont Margaret Thatcher et Keith Joseph) créent le **Centre for Policy Studies**, en 1974. En 1977, une autre organisation voit le jour : l'**Adam Smith Institute**. La Grande-Bretagne entre dans une période de « révolution conservatrice ». La victoire de Thatcher en 1979 consacre la réussite des think tanks néo-libéraux. Des membres de ces organisations tels que Geoffrey Howe et Nicholas Ridley constituèrent les piliers des gouvernements conservateurs [16].

Cette rapide histoire des think tanks néolibéraux souligne le poids politique des conceptions économiques de Hayek. À partir de la Société du Mont-Pèlerin, il a su imposer son idée de l'État (minimal, sans aucun pouvoir d'intervention économique) et du marché (« laisser-faire »). Preuve de son hégémonie intellectuelle, il reçoit le prix Nobel en 1974, puis le voit attribuer à six de ses disciples : Milton Friedman (1976), George Stigler (1982), James Buchanan (Maurice Allais (1988), Ronald Coase (1991) et Gary Becker (1992). D'une certaine façon, c'est le programme qu'il avait formulé dans son ouvrage *La Constitution de la liberté*, qui s'est imposé comme « *pensée économique unique* » à la fin du XXe siècle.



Alain Madelin
Prononce sa première conférence à la Société du Mont-Pèlerin en 1992 sur : « *De la démocratie-providence à la démocratie humaniste* ».

Denis Boneau

[1] Gilles Dostaler, *Le libéralisme de Hayek*, Éditions La Découverte, Paris 2001.

[2] F. A. Hayek, *La route de la servitude*, Presses universitaires de France, Paris, 1946, p. 56-57.

[3] Ces thèmes sont empruntés au philosophe autrichien Karl Popper, auteur de *Misère de l'historicisme* et de *La société ouverte et ses ennemis*. Son œuvre épistémologique constitue le fondement théorique de la critique autrichienne du marxisme. Hayek, admirateur et ami de Popper, invite le « maître » à la London school of economics. Il est reçu chevalier en 1965. Il est le maître à penser de **George Soros** qui met en avant l'idée d'« *Open society* ».

[4] Ibid., p. 86-87.

[5] F. A. Hayek, *La constitution de la liberté*, Litec, Paris, 1994, p. 285.

[6] Raymond Aron, en 1951, participe à la quatrième réunion internationale de la Société du Mont-Pèlerin (Beauvallon-France) ; son intervention s'intitule « *Du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique* ».

[7] La conférence internationale de Milan (1955) est la cinquième réunion de ce type après Berlin, Bruxelles, Bombay et Hambourg.

[8] Hugh Gaitskell, Sidney Hook, Michael Polanyi, Raymond Aron et Friedrich Hayek. Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme, Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard, 1995, p. 161.

[9] « *J'ai été frappé, disait l'orateur, en lisant les communications qui nous ont été distribuées, qu'à chaque fois que la liberté est menacée nombreux sont ceux qui, au lieu de tenter de la défendre, cherchent à définir de nouvelles libertés. Ainsi finit-on par perdre de vue ce qui constitue le socle de nos libertés fondamentales. J'ai l'impression que la doctrine hostile à la propriété, si caractéristique de notre époque, a ruiné complètement la compréhension des conditions essentielles de la liberté* ». Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme*, p. 174.

[10] Le colloque réunit vingt-six intervenants. Le philosophe Raymond Aron rencontre Hayek, alors professeur à la London school of economics et son mentor Mises, professeur à Genève. Ces contacts seront confirmés lors de la mise en place du Congrès pour la liberté de la culture.

[11] Walter Lippmann, né à New York en 1889, fut diplomate avant de devenir l'un des journalistes les plus écoutés de son temps. En 1917, il entre dans l'administration démocrate et participe à l'élaboration des quatorze points de Wilson. En 1920, il fonde le *New Republic*, il devient ensuite éditorialiste au *New York Herald Tribune*. À partir du début des années 60, il écrit dans *Newsweek*. Sa pensée politique libérale et conservatrice a influencé les intellectuels du Congrès pour la liberté de la culture.

[12] Keith Dixon, *Les Évangélistes du marché*, Raisons d'agir.

[13] La Société du Mont Pèlerin a aussi été financée par le William Volker Charities Trust. L'organisation mise en place par un riche grossiste de Kansas City a joué un rôle important dans la construction d'une école spécifiquement anti-interventionniste ; les crédits William Volker ont rendus possibles les transferts de Mises à la New York University business school, de Hayek au Committee on social thought de l'université de Chicago et de Aaron Director à l'École de droit de Chicago. Dorval Brunelle, *Hayek et Pinochet, Ultra libéralisme et terreur politique*, conférence donnée le 11 Septembre 2003.

[14] Le jeune professeur Milton Friedman accompagne le groupe d'économistes de l'université de Chicago (Frank Knight, George Stigler). Ils seront les principaux artisans de la diffusion des thèses hayékienne aux États-Unis. Dès 1944, *La route de la servitude* est publié par les Presses universitaires de Chicago. Les travaux de Milton Friedman ont été financés par la Hoover institution on war, revolution and peace, une organisation fondée en 1919 et domiciliée à Stanford. Ses thèses ont servi de bible à la génération des *Chicago boys* qui ont conseillé des chefs d'État comme le général Pinochet. George Susan, « Mythologies contemporaines, Comment la pensée devint unique », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

[15] Entre 1957 et 1986, les fondations Reim et Earhart versent 245 820 dollars à la Société du Mont-Pèlerin.

[16] François Poirier, « Génération Thatcher, La culture politique de Angleterre », *Culture et société*.

Haiti : on prend les mêmes et on recommence

Analyse

Même si quelques propagandistes persistent à défendre la thèse de la démission de plein gré du président Jean-Bertrand Aristide et de l'appel spontané par son successeur à l'aide militaire étrangère, la plupart des observateurs n'ont aucun doute sur la réalité du coup d'État. Mais il donne lieu à des interprétations différentes selon qu'ils s'en tiennent aux seules analyses historiques ou qu'ils intègrent des données immédiates.

Le professeur Jeffrey D. Sachs rappelle dans le *Los Angeles Times* qu'en 1991, déjà, les États-Unis renversèrent Aristide. À l'époque, Bush père était aux commandes, avec Dick Cheney, Colin Powell et Roger Noriega. Les mêmes sont de retour derrière Bush fils et ont rejoué leur politique.

Christiane Taubira, députée française de Guyane, rappelle dans *Le Monde* que l'île fut jadis un modèle où la déclaration des Droits de l'homme trouva sa première application complète. Aussi dénonce-t-elle le gâchis causé par le comportement cynique des grandes puissances, États-Unis et France.

Cependant, pour le moment, personne ne tire les conclusions de l'implication de Paris comme supplétif de Washington, et du reniement des beaux discours sur le droit international que cela suppose.

Les questions économiques sont abordées de manière bien différente selon que l'on se préoccupe de séduire les États-Unis ou de défendre ses intérêts nationaux.

Nursultan Nazarbayev, président du Kazakhstan, affirme dans le *Washington Times* - comme il le ferait dans un dépliant publicitaire - que son pays avance à très grande vitesse sur la voie de la libération économique et des droits de l'homme, tout en préservant sa stabilité.

À l'inverse, l'économiste progressiste Boris Kagarlitsky relève dans le *Moscow*

Times la contradiction entre les bons résultats économiques de la Fédération de Russie et la crainte populaire d'une récession. Ce paradoxe lui paraît non dénué de fondement dans la mesure où, malgré la globalisation, les résultats de la Russie sont encore indépendants de ceux du reste du monde. La première mesure à prendre, selon lui, serait de repenser la politique monétaire : cesser de vendre les exportations en dollar faible et d'acheter les importations en euro fort.

L'ambassadeur états-unien à l'OTAN, Nicholas Burns, et son homologue norvégien, Kai Ede, se réjouissent dans l'*International Herald Tribune* d'un colloque préparatoire à une implication de l'Alliance dans la lutte contre le trafic des êtres humains. Il reste à démontrer qu'un pacte militaire puisse défendre autre chose que la raison d'État.

De ce point de vue, le témoignage d'Elizabeth Corrie est édifiant. Sa cousine, Rachel, a été tuée par l'armée israélienne alors qu'elle s'opposait à la destruction illégale d'une habitation palestinienne par Tsahal. Or, note-t-elle dans le même quotidien, les autorités de son pays, les États-Unis, n'ont conduit aucune enquête sur ce meurtre. Elles se montrent en tous points solidaires d'Israël et non de leurs ressortissants.

Enfin, toujours dans l'*International Herald Tribune*, Jean-Pierre Leng prend la défense de la KEDO, dont il est administrateur. Cette organisation lui paraît en mesure de garantir une issue honorable à la crise nord-coréenne. Car le problème est bien de garantir la paix en assurant l'approvisionnement énergétique du pays.

Réseau Voltaire

Jeffrey D. Sachs



Jeffrey D. Sachs est directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia et un conseiller de Kofi Annan dans le cadre du programme des « Buts du millénaire » de l'ONU. Il a été conseiller économique de nombreux pays d'Amérique latine.

« Depuis son premier jour en fonction, Bush travaille à la chute d'Aristide »

Source : Los Angeles Times

Référence : « From His First Day in Office, Bush Was Ousting Aristide », par Jeffrey D. Sachs, *Los Angeles Times*, 4 mars 2004.

Si les circonstances n'étaient pas si calamiteuses, le renversement de **Jean-Bertrand Aristide** orchestré par les Américains pourrait être drôle. Selon Aristide, des responsables Américains sont venus le voir pour lui affirmer que les rebelles étaient en route vers la résidence présidentielle et qu'ils allaient le massacrer lui et sa famille s'il n'embarquait pas dans un avion. Les Américains lui ont affirmé qu'ils ne pouvaient pas défendre le palais présidentiel et qu'il ne pourrait pas monter dans l'avion s'il ne signait pas au préalable une lettre de démission. Aristide n'eut plus par la suite accès à un

téléphone pendant 24 heures et il ignorait quelle était sa destination jusqu'à ce qu'il atterrisse en Centre Afrique. Le seul accroc à ce plan fut le coup de fil passé par Aristide depuis un téléphone cellulaire pour expliquer comment s'était déroulée sa démission. Les dénégations de l'administration Bush sur cette question furent ridicules.

Cette affaire soulève de nombreuses questions auxquelles le gouvernement ne répond pas. On devrait connaître les conditions du départ d'Aristide et les raisons qui ont poussé les États-Unis à refuser l'appel au compromis demandé par de nombreux États européens et caribéens et accepté par Aristide.

En 1991, l'administration Bush père fait renverser Aristide. On comptait alors dans les rangs de cette administration **Colin Powell**, **Dick Cheney** et **Roger Noriega**. En 1991, les congressistes noirs avaient demandé une enquête sur le rôle des États-Unis dans le renversement d'Aristide et cette enquête fut refusée, comme aujourd'hui. Tous ceux qui demandent des éclaircissements sont brocardés comme antipatriotiques ou naïfs et Aristide est attaqué par la propagande.

Le jour où George W. Bush a pris ses fonctions, il a commencé à faire pression pour que toutes les instances internationales cessent d'aider Haïti, causant ainsi une terrible crise économique. Comme pour les armes de destruction massive irakiennes, la presse ne questionna pas l'administration Bush sur son attitude. Pourtant, compte tenu de son activité dans le monde, il faut être particulièrement attentif aux actions de l'administration Bush pour ne pas la laisser impunie.

Christiane Taubira



Christiane Taubira est députée de Guyane et première vice-présidente du Parti radical de gauche (PRG). Elle a été candidate à l'élection présidentielle française de 2002.

« Cesser de jouer aux échecs le sort d'Haïti »

Source : Le Monde

Référence : « Cesser de jouer aux échecs le sort d'Haïti », par Christiane Taubira, *Le Monde*, 4 mars 2004.

Haïti est plongé dans le chaos. **Jean-Bertrand Aristide** est parti et on ne sait pas s'il s'agissait d'un dictateur ou d'un apprenti sorcier, mais que valent les nuances quand elles se paient en centaines de vies humaines ? Les massacres de civils sont une fâcheuse, mais tenace tendance en ces contrées insolites où les croyances animistes intoxiquent les religions révélées, où l'on se défroque comme d'autres se déchaussent, où le désordre escorte toujours les départs des maîtres blancs.

Haïti n'est elle pas la caricature de cette propension des anciens opprimés, esclaves et colonisés, à démontrer, comme disait Hegel, que « *tout en eux n'est que sauvagerie* » ? Haïti déprime tout le monde, ceux qui la méprisent et ceux qui l'admirent. Je scrute et décrypte Haïti depuis la Guyane de mes ancêtres et je l'embrasse aussi en nomade pour ce qu'elle m'a apporté. Il reste encore à enseigner au monde, à l'Europe et à la France, la grandeur et la splendeur d'Haïti.

Cela doit d'abord passer par un rappel aux experts en Droits de l'homme qu'ils

eurent bien peu d'égard envers les résistants de toutes les époques, qu'ils n'émirent pas un souffle quand le Parlement fut démantelé et qu'ils ne virent que faits divers dans les disparitions d'étudiants. Rappelons aussi que la première constitution d'Haïti accordait liberté et nationalité à toutes personnes foulant son sol débarrassé de l'esclavage par la grâce d'une insurrection victorieuse. Haïti a apporté sa part au monde en donnant corps à la citoyenneté en faisant vivre la déclaration des Droits de l'homme qui avait oublié les femmes et les esclaves.

Le courage politique exige que nous prenions en compte les méfaits des règles hypocrites de la diplomatie et que soient récusées les règles cyniques de la *realpolitik*. Il faut que la France et les États-Unis cessent de jouer aux échecs le sort d'Haïti.

Nursultan Nazarbayev



Nursultan Nazarbayev est président de la République du Kazakhstan.

« Les progrès au Kazakhstan »

Source : Washington Times

Référence : « Progress in Kazakhstan », par Nursultan Nazarbayev, *Washington Times*, 4 mars 2004.

Il y a peu de plus grands défis que de tenter de réaliser en un peu moins d'une décennie la libéralisation économique et politique que l'Occident a réalisée en plusieurs centaines d'années. C'est pourtant ce dans quoi s'est engagé le Kazakhstan depuis son indépendance, en 1991. Nous menons cette réforme car nous pensons que c'est le seul moyen pour nous d'augmenter la croissance économique et d'améliorer les conditions d'existence tout en restant stables. Sans ces réformes, un pays comme le nôtre, de la taille de l'Europe occidentale mais avec la population de la Hollande, ne serait pas parvenu à conserver son indépendance.

Au début des années 90, nous avons abandonné notre arsenal nucléaire et **Donald Rumsfeld** m'a confié que si l'Irak avait fait la même chose, il n'y aurait pas eu de guerre. Nous sommes aujourd'hui un allié essentiel des États-Unis dans la région. Aujourd'hui, 90 % de notre économie est privée, notre croissance moyenne dépasse les 10 % sur les quatre dernières années et nos institutions financières se rapprochent des standards européens. La pauvreté et le chômage diminuent et l'inflation est basse. Nous avons également accru nos exportations de pétrole de 15 % par an et le Kazakhstan devient un acteur important sur les marchés énergétiques. Nous savons cependant que seule une économie libre et diversifiée peut nous garantir la croissance sur le long terme. Nous nous investissons de plus en plus dans les institutions internationales et nous avons été félicités par **George W. Bush** pour notre contribution à la guerre au terrorisme. Après des siècles de domination par Moscou, la liberté et les responsabilités individuelles sont des concepts nouveaux. Nous devons avancer vers une adoption complète des Droits de l'homme tout en préservant la stabilité.

Boris Kagarlitsky



Boris Kagarlitsky est directeur de l'Institute of Globalization Studies.

« Quand la Russie sera-t-elle en Europe ? »

Source : Moscow Times

Référence : « When Is Russia in Europe ? », par Boris Kagarlitsky, *Moscow Times*, 4 mars 2004.

La décennie passée a appris aux Russes qu'il fallait économiser les dollars et dépenser les roubles. C'est cette sagesse élémentaire qui nous a aidés à survivre aux réformes économiques et au crash financier. Mais aujourd'hui, l'euro est apparu et le rouble a commencé à se valoriser.

Les responsables du gouvernement répètent aux Russes que l'année 2003 a été une bonne année économiquement et que l'année 2004 le sera également, mais les Russes continuent de croire en l'imminence d'une prochaine crise.

Malheureusement, ces craintes sont fondées car notre croissance repose sur le prix élevé du pétrole et elle n'empêche pas les structures économiques de décliner et le pouvoir d'achat de la majorité de la population reste bas. Nous avons une croissance forte dans un contexte de récession économique mondiale, ce qui prouve bien que nous sommes à la périphérie du monde capitaliste et qu'il est possible qu'une relance mondiale s'accompagne d'une dépression en Russie.

Il faut aussi noter que le déclin du dollar fait diminuer le montant de nos économies alors que la croissance de l'euro fait augmenter les prix à Moscou car l'Europe est notre principal partenaire commercial. Le débat sur l'appartenance de la Russie à l'Europe est tranché par l'économie. Nous ne pouvons pas continuer à vendre nos ressources en dollars et à acheter en euro.

De plus en plus d'employés veulent être payés en euros, mais leurs employeurs refusent car cela équivaldrait à une forte augmentation des salaires.

L'appréciation du rouble est un problème pour les classes moyennes. Bien sûr, une bonne partie de la population, qui n'a pas d'économies, ne connaît pas ce problème.

R. Nicholas Burns, Kai Eide



Ancien porte-parole du département d'État (1995-1997) et ambassadeur en Grèce (1997-2001), R. Nicholas Burns est l'ambassadeur états-unien à l'OTAN.

Ancien ministre des Affaires étrangères norvégien (1996) et envoyé spécial de l'ONU en Bosnie Herzégovine (1997-1998), Kai Eide est l'ambassadeur norvégien à l'OTAN.

« Une alliance contre le trafic d'humains »

Source : International Herald Tribune

Référence : « An alliance against the traffic in humans », par R. Nicholas Burns et Kai Eide, *International Herald Tribune*, 4 mars 2004.

Les grands problèmes de notre époque sont des problèmes transnationaux qui nécessitent des actions multilatérales. C'est le côté obscur de la globalisation que de voir se développer la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, les trafics de drogue et le trafic d'êtres humains. Ce commerce d'esclaves moderne prive les personnes de leur dignité humaine, alimente la corruption et le crime organisé et sape les politiques de santé publique. Selon l'ONU, ce sont 800 000 personnes qui tous les ans sont achetées ou transportées pour être exploitées sexuellement ou bien pour du travail forcé. Ce trafic affecte les États-Unis et la Norvège comme il affecte tous les pays de l'OTAN mais si chaque État le combat individuellement, il n'existe pas de politique concertée de l'alliance pour vaincre ce phénomène. Il faut, en outre, que l'OTAN ne contribue pas à ce problème. Jeudi, les missions états-unienne et norvégienne à l'OTAN, en collaboration avec le *Center for Strategic and International Studies*, vont tenir la première conférence sur le trafic d'humains, première étape pour que l'OTAN aide à contrer ces crimes. Les États-Unis et la Norvège se sont engagés dans la lutte contre le trafic d'humains et ont pris des mesures ces dernières années pour éviter que leurs fonctionnaires ou leurs forces militaires ne contribuent à ce trafic. L'OTAN ne doit pas non plus assister ce crime durant ses opérations de maintien de la paix et il faut éduquer les militaires de l'Alliance pour leur apprendre à le combattre.

Elizabeth Corrie

Elizabeth Corrie est administratrice et enseignante d'une école d'Atlanta. Elle est la cousine de Rachel Corrie, une militante pacifiste états-unienne tuée en mars 2003 par un bulldozer de l'armée israélienne dans les territoires occupés.

« Une année de silence depuis que Rachel Corrie est morte »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A year of silence since Rachel Corrie died », par Elizabeth Corrie, *International Herald Tribune*, 5 mars 2004.

Ma cousine *Rachel Corrie* a été tuée en mars 2003, écrasée par un bulldozer de neuf tonnes conduit par un soldat israélien et son commandant alors qu'elle tentait d'empêcher la destruction d'une habitation palestinienne. Sa mort et les réponses, ou les absences de réponses, qui ont été apportées révèlent des vérités troublantes, immorales et criminelles sur la situation actuelle.

En effet, Rachel est morte en tentant d'empêcher la démolition d'un foyer dans le cadre d'une punition collective de l'armée israélienne contre des Palestiniens. Or cette pratique est formellement interdite par la quatrième Convention de Genève. Ce bulldozer avait été fourni par les États-Unis et payé avec l'argent des contribuables états-uniens. Compte tenu de l'utilisation militaire de ce bulldozer, cette aide militaire des États-Unis contrevient aux règles d'exportation d'armes des États-Unis.

L'auto-acquittement de l'armée israélienne dans cette affaire et le refus d'Israël de se soumettre à une enquête indépendante montrent que le gouvernement d'**Ariel Sharon** refuse la responsabilité de sa mort et la couardise de **George W. Bush** qui laisse une autre nation attaquer ses concitoyen et demeurer dans l'impunité. En outre, la mort de Rachel Corrie ne fut que la première attaque commise contre des citoyens étrangers dans les territoires. Trois autres personnes furent tuées, mais il n'y eut de procès que dans le cas de Tom Hurndall parce que le gouvernement britannique fit pression sur Israël. Quand trois Américains furent tués, prétendument par des Palestiniens, le FBI mis 24 heures pour venir enquêter. Pourquoi la mort de Rachel n'a-t-elle pas entraîné d'enquête similaire ?

Jean-Pierre Leng

Jean-Pierre Leng est directeur général honoraire de la Commission européenne et membre pour l'Union européenne du Conseil d'administration de la Korean Peninsula Energy Development Organization (KEDO).

« La crise en Corée du Nord : le réacteur qui n'a jamais été terminé »

Source : International Herald Tribune
Référence : « The crisis in North Korea : the reactor that was never finished », par Jean-Pierre Leng, *International Herald Tribune*, 4 mars 2004.

Sur la côte Est de la Corée du Nord se trouve le bâtiment qui devait abriter les deux réacteurs contrôlés par la **Korean Peninsula Energy Development Organization (KEDO)**. Ce site a employé jusqu'à 1500 personnes, mais aujourd'hui il n'en abrite plus qu'une centaine qui attendent de savoir ce que va devenir ce projet qui a déjà coûté 1,5 milliard de dollars.

Il a été lancé en 1994 dans le cadre de l'accord prévoyant l'abandon du site nucléaire nord-coréen de Yongbyon, placé sous le contrôle de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)**, en échange d'une assistance énergétique qui devait permettre la transition jusqu'à la mise en service d'une centrale nucléaire contrôlée par la KEDO offrant peu de possibilités de prolifération. Ce projet devait empêcher le développement d'armes nucléaires dans la péninsule et fournir à la Corée du Nord l'énergie dont elle avait besoin. L'Union européenne apporta son soutien à cet accord pendant que la Corée du Sud et le Japon contribuaient à la construction de la centrale. Au final, 27 pays apportèrent leur soutien financier ou politique à l'organisation, mais l'accord subit de sérieux revers quand, dans des circonstances encore mal définies, la Corée du Nord annonça avoir repris son programme d'enrichissement de l'uranium. Cela provoqua l'arrêt de l'aide énergétique, puis l'expulsion des

agents de l'AIEA.

Les dix dernières années ont prouvé que cette crise ne peut être résolue que par la négociation. La KEDO a représenté un lourd investissement et a été une structure efficace. Il ne faut pas la perdre.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
